

MICHELIN Franck, *La guerre du Pacifique a commencé en Indochine : 1940-1941*

Paris, Éditions Passés composés, en co-édition avec le ministère des Armées, 2019, 318 p.

Jean-Pascal Bassino

---



**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/ebisu/4440>

ISSN : 2189-1893

**Éditeur :**

Institut français de recherche sur le Japon (UMIFRE 19 MAEE-CNRS), Maison franco-japonaise

**Édition imprimée**

Date de publication : 23 janvier 2019

Pagination : 358-363

ISSN : 1340-3656

**Référence électronique**

Jean-Pascal Bassino, « MICHELIN Franck, *La guerre du Pacifique a commencé en Indochine : 1940-1941* », *Ebisu* [En ligne], 56 | 2019, mis en ligne le 24 décembre 2019, consulté le 17 janvier 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ebisu/4440>

---

---



---

© MICHELIN Franck,  
*La guerre du Pacifique a commencé  
 en Indochine : 1940-1941*, Paris,  
 Éditions Passés composés, en  
 co-édition avec le ministère des  
 Armées, 2019, 318 p.

Le titre de l'ouvrage énonce d'emblée la thèse avancée par Franck Michelin. La démonstration est entreprise en mobilisant un volume impressionnant de sources souvent inédites ou peu connues et d'un grand nombre de travaux publiés en langues occidentales et en japonais. Cette abondance donne une qualité exceptionnelle à son étude, qui associe les approches et méthodes de l'histoire politico-diplomatique et celles de l'histoire militaire, avec également une certaine prise en compte des questions économiques. L'auteur rend ainsi un service inestimable aux spécialistes de ces questions qui maîtrisent le français mais pas le japonais. Les historiens japonais qui ne sont pas spécialistes de la France mais travaillent sur cette période seraient à n'en pas douter très intéressés par un accès aux analyses de Franck Michelin. On peut espérer que l'auteur trouvera rapidement le temps et l'énergie nécessaires pour proposer une version japonaise de

son ouvrage.

La diversité des évaluations de la situation et des prises de position qu'il peut observer à partir des différentes sources françaises et japonaises, en particulier les archives diplomatiques et militaires, lui permet non seulement de confronter les points de vue des deux principaux camps en présence, français et japonais, mais aussi d'analyser les divergences et les relations souvent conflictuelles à l'intérieur de chacun de ces deux camps. C'est ce dernier point qui, pour le lecteur ayant en mémoire les principales étapes de l'avancée et du renforcement de la présence japonaise en Indochine en 1940-1941<sup>1</sup>, constitue l'attrait principal de l'analyse proposée.

Le livre est organisé suivant une présentation essentiellement diachronique, ce qui apparaît bien adapté pour ce type de sujet, avec huit chapitres précédés d'une introduction et suivis d'une conclusion. Dans celle-ci, l'auteur envisage les implications à plus long terme de ce qu'il décrit comme un « engrenage fatal » ayant conduit le Japon, première nation non-occidentale à humilier militairement la France, à devenir le « bourreau de l'empire colonial français ». On comprend qu'une maison d'édition liée au ministère français des Armées ait été particulièrement sensible à ces questions mais le point de

vue apparaît ici trop « franco-centré ». L'effondrement militaire de la France en 1940, qui a transformé l'Indochine en une proie facile, a donné au Japon l'illusion que rien ne pourrait arrêter son expansion impériale politico-militaire vers l'Asie du Sud-Est et son émergence rapide comme nouvel hégémon en Asie. L'engrenage de 1940-1941 en Indochine a été fatal également pour le Japon car le renforcement de la présence militaire japonaise dans le Sud de l'Indochine en juillet 1941 a créé un *casus belli* du point de vue américain justifiant les mesures d'embargo sur les exportations de pétrole et d'acier à destination du Japon en août de la même année. Cela a conduit le Japon à un point de non-retour qui ne pouvait aboutir qu'à un affrontement suicidaire avec les États-Unis.

Le chapitre 1, intitulé « La rencontre de deux impérialismes en Extrême-Orient », pose le contexte en mettant en évidence les ambiguïtés dans les relations franco-japonaises depuis le début du xx<sup>e</sup> siècle, plus particulièrement pendant l'entre-deux-guerres. La France, au premier abord neutre après l'occupation japonaise de la Mandchourie en 1931, avait évolué dans un sens plus clairement pro-japonais en 1937, avec l'acceptation des demandes japonaises d'interdiction de l'utilisation du chemin de fer du Yunnan (et donc du

transit par Haiphong, le grand port du Nord de l'Indochine) pour les importations de matériels militaires ou stratégiques par les unités de la République de Chine basées dans le Yunnan et le Guangxi. Les hésitations de la politique française reflètent la perception traditionnelle, par l'élite militaire française, de la Chine, considérée, au moins en Indochine, comme la principale menace géostratégique, rejoignant parfaitement sur cette question le point de vue des élites vietnamiennes impliquées dans l'administration coloniale. Le chapitre rappelle également que la position japonaise vis-à-vis des nationalistes vietnamiens hostiles à la présence coloniale française avait été fluctuante, passant d'un soutien actif après la victoire contre la Russie en 1905 à une prise de distance officielle à partir de 1907. Il souligne en outre que le gouvernement japonais avait en réalité maintenu un soutien indirect, reflétant en partie le point de vue de l'état-major militaire et de la haute administration coloniale à Taiwan, par l'intermédiaire des mouvements panasiatiques, notamment autour de Inukai Tsuyoshi 犬養毅.

Les désaccords internes au sein du camp japonais sur la question de l'opportunité d'un soutien aux nationalistes vietnamiens constituent par ailleurs une bonne entrée en matière pour éclairer les divergences

d'interprétation et les différends sur la conduite à tenir; en particulier les conflits entre l'armée, la marine et le ministère des Affaires étrangères qui persistent et dans certains cas s'amplifient jusqu'en 1945<sup>2</sup>. Cela constitue une sorte de fil rouge de l'ouvrage et il s'agit d'un autre de ses apports les plus intéressants.

Le chapitre 2, « Le Japon face à la débâcle française », décrit les premières étapes de l'évolution des relations franco-japonaises dans un contexte où s'élaborent, dans une improvisation opportuniste<sup>3</sup>, les projets japonais d'expansion politico-économique puis militaire vers le sud, alors même qu'il se confirme que la prise de contrôle militaire de la Chine du Sud sera impossible ou du moins plus difficile que prévu. Le constat avait été fait, après les défaites du Lac Khasan (Chōkohō 張鼓峰) en 1938 et de Khalkhin Gol (Nomonhan ノモンハン) en 1939, que l'armée japonaise de Mandchourie n'avait pas les moyens de se mesurer à l'armée soviétique. L'armée japonaise et, avec cependant moins d'enthousiasme, la marine et le ministère des Affaires étrangères commencent à envisager sérieusement une expansion plus ou moins formelle de l'empire nippon en Asie du Sud-Est et à élaborer des plans opérationnels seulement à partir de juin 1940 au moment de la divine surprise de l'affaiblissement

simultané des trois puissances coloniales européennes en Asie du Sud-Est, suite à la défaite des Pays-Bas et de la France, et aux difficultés que la Grande-Bretagne rencontrait face à l'Allemagne nazie.

Les chapitres 3 et 4, intitulés respectivement « La voie des négociations » et « La voie des armes », analysent en détail les étapes du renforcement de l'influence politique du Japon en Indochine puis de son installation militaire, l'administration coloniale française restant en place (jusqu'en mars 1945). Malgré les désaccords internes, le camp japonais a un avantage psychologique majeur lié au fait qu'un grand nombre de négociateurs japonais étaient francophones (donc réputés francophiles), y compris certains des officiers supérieurs. Cela vaudra du reste aux unités militaires impliquées dans l'occupation de l'Indochine la dénomination moqueuse d'*interi butai* インテリ部隊 (littéralement « bataillons intello ») par les officiers envoyés sur des théâtres d'opération moins reposants. Le camp français étant parcouru de divergences d'interprétations souvent liées à un manque d'information (une partie du processus de décision impliquant les autorités de Vichy), la principale surprise est que jamais rien d'irréparable ne vienne perturber le renforcement des intérêts japonais.

Intitulé « Le Japon face au conflit

franco-thaïlandais », le chapitre 5 examine un aspect souvent négligé et pourtant essentiel de la phase préparatoire par le Japon de la guerre du Pacifique : les étapes conduisant à l'établissement d'une relation ambiguë de protectorat-alliance que le Japon met en place avec la Thaïlande à partir de janvier 1941. Il s'agit formellement d'un accord entre égaux ; en réalité, le Japon devient le nouvel hégémon, reprenant la fonction occupée jusque-là par la Grande-Bretagne. Cet accord constitue pour la propagande japonaise le modèle, lui aussi totalement improvisé dans l'urgence, de ce qui pourrait être mis en place le moment venu dans les pays d'Asie du Sud-Est qui ont été colonisés par les Occidentaux<sup>4</sup>. La consultation des archives françaises et japonaises conduit Franck Michelin à conclure à l'absence de véritable soutien du Japon dans le conflit frontalier initié par la Thaïlande mais plutôt, là encore, à une attitude opportuniste. L'interprétation du conflit franco-thaïlandais nécessiterait cependant un accès approfondi aux archives diplomatiques et politiques thaïlandaises afin de pouvoir établir avec plus de certitude jusqu'à quel point le ministère japonais des Affaires étrangères ou une partie de l'état-major militaire, ou encore des officiers supérieurs en poste en Indochine (éventuellement sans instructions explicites

de leur hiérarchie) ont pu encourager le gouvernement thaïlandais.

Les chapitres 6 (« La mainmise économique japonaise ») et 7 (« L'occupation du Sud de l'Indochine ») soulignent l'intérêt somme toute limité des productions locales pour le Japon et, *a contrario*, l'importance des aérodromes et des ports du centre et du Sud de l'Indochine dans les plans japonais d'offensive éclair en Asie du Sud-Est. Le contrôle militaire de la totalité de l'Indochine était en particulier essentiel pour le succès de l'opération d'occupation japonaise de la Malaisie en décembre 1941. Elle reposait certes sur la possibilité de passage des troupes par le territoire thaïlandais mais incluait également des opérations amphibies, ce qui nécessitait une sécurisation absolue des voies maritimes et de l'espace aérien proches des côtes du Vietnam et du Cambodge. La prise de contrôle militaire de la totalité de l'Indochine par le Japon intervient avant Pearl Harbour, alors que les forces militaires américaines contrôlent encore totalement les Philippines. Même si les sources japonaises identifiées par Franck Michelin ne permettent pas de l'affirmer avec certitude, la marine japonaise avait certainement de bonnes raisons de s'inquiéter d'une possible opération de l'US Navy pour prendre le contrôle d'une base navale sur la côte vietnamienne. Le

scénario d'un soutien actif – y compris en termes d'intervention directe dans des combats – d'une partie des marins français, dont les intentions réelles restaient sans doute mystérieuses pour les autorités japonaises, ne pouvait *a priori* pas être exclu<sup>5</sup>.

Enfin, le chapitre 8, intitulé « Le nœud gordien indo-chinois », réintroduit dans le jeu géostratégique les États-Unis, derniers arrivés parmi les puissances coloniales en Asie du Sud-Est (occupation des Philippines en 1899) et seule puissance impérialiste restant, après juin 1940, en état de mettre en échec les ambitions hégémoniques du Japon dans la région. Les États-Unis étaient aussi la puissance que les autorités japonaises, en particulier l'armée, avaient eu tendance à oublier lors du déclenchement de l'offensive militaire contre la Chine en 1937. Le Japon retrouvant dès 1933 une croissance économique forte et ininterrompue jusqu'en 1940, les autorités militaires japonaises avaient naïvement interprété les difficultés conjoncturelles américaines pendant la fin de la Grande Dépression comme un effondrement durable, impression renforcée par la mise en place de politiques isolationnistes. Cet aveuglement, tragique pour la Chine mais aussi *in fine* pour le Japon et les pays d'Asie du Sud-Est, ne constitue certes pas un aspect

central de l'analyse présentée dans le livre. Mais il aurait été souhaitable de souligner que ce qui apparaît de prime abord comme les premières étapes d'une marche triomphale du Japon en Asie du Sud-Est correspond en réalité à une marche vers le désastre et l'abîme.

Ces remarques ne remettent aucunement en cause l'intérêt des analyses présentées par Franck Michelin, qui constituent une contribution majeure à une meilleure compréhension des étapes initiales de l'expansion politico-militaire japonaise en Asie du Sud-Est. Son ouvrage ouvre en outre une fenêtre fascinante sur la complexité des réseaux militaires et civils japonais, le fonctionnement effectif des chaînes de commandement civiles et militaires et les conséquences en termes de processus de décision. Sur ces questions, on peut notamment mentionner les travaux de Jean Esmein sur l'incroyable concours de circonstances qui, dans les premières années de la guerre du Pacifique, a conduit la marine japonaise à considérer comme négligeables, dans la perspective d'une guerre de courte durée, les tâches d'escorte des convois de navires civils assurant la logistique entre le Japon et l'Asie du Sud-Est, qui étaient pourtant attaqués par les sous-marins de l'US Navy. Qui plus est, alors que la marine japonaise avait acquis entre

1914 et 1918 une expertise reconvenue dans la lutte anti sous-marine, l'état-major a ensuite négligé complètement ces techniques, jugées peu honorables. Il a répugné pour les mêmes raisons à utiliser les sous-marins afin de couler des vaisseaux marchands américains ou alliés pendant la guerre du Pacifique<sup>6</sup>.

Jean-Pascal BASSINO  
Professeur à l'ENS de Lyon

1. Que rappelle par exemple le début du chapitre 2 du livre de Jacques Dalloz, *La guerre d'Indochine, 1945-1954* (Paris, Seuil, 1987), intitulé « L'Indochine sous les Japonais ». Il fait partie des quelques ouvrages et articles en français en relation avec le sujet qui ne sont pas mentionnés dans la bibliographie.

2. En complément à l'index des noms proposé, il aurait été utile que l'ouvrage précise dans de courtes biographies des principaux protagonistes leurs relations antérieures avec les autorités françaises, en particulier pour les officiers de l'état-major japonais ayant étudié à l'École spéciale militaire de Saint-Cyr, certains ayant été en outre attachés militaires en France. Un index des institutions ainsi que quelques organigrammes simplifiés, en particulier pour les hiérarchies militaires et civiles japonaises, pourraient par ailleurs faciliter la compréhension des lecteurs.

3. Comme l'indique Franck Michelin, l'armée japonaise ne crée le corps expéditionnaire d'Indochine (Indoshina Hakengun インドシナ派遣軍) qu'en août 1940.

4. On sait que ce modèle et la propagande le promouvant ont pu apparaître relativement crédibles pour une partie des élites nationalistes locales en Birmanie, en Indonésie, en Malaisie et aux Philippines, du moins jusqu'à la bataille de Midway en juin 1942.

5. Échec de la British Navy soutenue par des marins ralliés à de Gaulle devant Dakar en septembre 1940, mais prise de contrôle de l'Afrique-Équatoriale française par les forces de la France libre que dirigeait Leclerc en septembre-novembre de la même année.

6. Esmein Jean, « L'épreuve des transports maritimes japonais pendant la guerre du Pacifique », *Communications et Mémoires de l'Académie de Marine, année académique 1988-89*, n° 3 (avril-juin 1989).